

C.G.T.

**UNION SYNDICALE
D.D.E.A (siège UT Parc)
Laboratoire de Ponts et
chaussées de Blois**

*Quai l'Abbé Grégoire- Blois 41012 CEDEX
Tél : 02 54 55 75 00 - Fax : 02 54 74 19 7*

Fédération Syndicale Unitaire



*Fédération de l'Équipement, de l'Environnement,
des Transports et des Services*

Pétition pour la sauvegarde des Services Publics de Loir-et-Cher

Depuis près de 30 ans, nous faisons face à une casse délibérée des services publics. La RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) est le dernier outil en date pour accélérer la libéralisation de la société. Cette bataille idéologique menée tambour battant touche tous les services publics :

Les hôpitaux, l'éducation nationale, la SNCF, la poste, France Télécom, les Impôts, le MEEDDAT et l'Agriculture..

Qui demain pour assister les collectivités territoriales et mettre en œuvre les politiques, dont le Grenelle de l'environnement ?

Les projets d'organisation sont bâtis actuellement sans aucun pilotage et sans aucun lien avec les différents ministères.

La circulaire du Premier Ministre du 7 juillet 2008 confie d'importantes responsabilités aux Préfets de départements et de Régions.

La contrepartie de ce « pouvoir », notamment en Région, est malheureusement sans équivoque : il s'agit, d'ici 2012, de réduire des deux tiers les effectifs de l'État, de supprimer les implantations territoriales et les compétences opérationnelles (*ingénierie, conseil, expertise, réseau scientifique, services spécialisés, développement industriel, métrologie, sous-préfectures, etc*).

A partir de 2009 : Les réorganisations drastiques des services, la réalisation d'un 3^{ème} acte de décentralisation en transférant de nouvelles responsabilités aux collectivités (*politique de l'eau, prévention des risques, urbanisme, etc*) et la privatisation des missions pouvant générer des profits.

Tous ces changements touchent durablement aussi bien les usagers que les agents des services publics.

Pour justifier ces réformes le gouvernement invoque des mesures d'économie ! Économie **pour QUI** (*Véolia, Bouygues, etc*)?

Mais pour nos concitoyens cela se traduira par:

- Augmentation des impôts locaux,
- diminution de la qualité des soins et de l'enseignement,
- désertification rurale,
- inégalité de l'accès au services publics...

Les réformes annoncées sont en fait des privatisations avec les plans sociaux associés, sauf que les plans en cours n'ont rien de sociaux. **A cet effet, la loi mobilité est édifiante car elle inclut le licenciement sans le dire.**

Les citoyens doivent s'attendre aux conséquences suivantes :

Pour les agents :

- dé localisation au sein de la région voire au-delà
- Suppression de poste et licenciement

Pour les usagers :

- Une suppression des services de proximité, générant un surcout pour toutes les démarches
- Un accès inégal, sans moyen laissant la part belle au privé! *Le modèle Américain cher à notre Président est en route...*
- Une gestion et des moyens différenciés selon l'économie des départements (*ex*: l'entretien et la sécurité routière)

Pour les élus :

- Retrait de l'état dans l'assistance sous toutes ses formes aux petites collectivités
- Des budgets insuffisants face à des entreprises n'ayant plus l'État comme régulateur technique économique et conseiller juridique.

Les missions de l'état au service de tous deviendront des activités lucratives pour quelques uns.